

Fichier 3

1936-2027 : quand la gauche oublie le Front populaire !

1. Commémorer 1936 : sortir de la carte postale

À force de commémorer 1936 en cartes postales - trains bondés, bicyclettes et drapeaux tricolores sur fond de congés payés - on finit par trahir l'essentiel : le Front populaire n'est pas un paysage pittoresque, c'est une gifle donnée à l'ordre social de l'époque, et un rappel des responsabilités politiques d'aujourd'hui. L'article du CRHA présenté dans le Fichier 1 dévolu à l'expérience des congés payés, 90 ans après l'été 1936, montre comment cette mesure, votée par 563 voix contre 1, a changé concrètement la vie de millions de travailleurs et travailleuses.

Mais réduire le Front populaire à « l'été des vacances » revient à occulter la logique politique qui a rendu ces conquêtes possibles : *une gauche qui accepte l'unité, un gouvernement qui ose la réforme sociale, et des forces réactionnaires qui n'ont jamais désarmé.*

2. 1936 : une gauche qui ose l'unité et la réforme

En 1936, socialistes, communistes et radicaux n'ont pas soudain découvert qu'ils étaient d'accord sur tout. Ils ont simplement compris qu'en restant chacun dans son couloir, ils laisseraient le champ libre aux ligueurs, aux patrons réfractaires et aux nostalgiques d'un ordre autoritaire. Ils ont donc construit un front commun minimal, mais efficace, pour arracher des réformes que personne, isolément, n'aurait pu imposer.

Les accords Matignon, la semaine de 40 heures, les congés payés, la reconnaissance des syndicats, les conventions collectives : autant de coups portés à un système qui considérait le temps libre comme un privilège et la dignité des travailleurs comme une variable d'ajustement. Léon Blum revendique alors une ambition simple : « *rendre la vie plus humaine* », formule qui reprend, en la condensant, l'horizon jaurésien d'une « *vie plus large* » où le travail ne serait plus l'unique mesure de l'existence.

Avec ***Léo Lagrange et Jean Zay***, ce gouvernement ouvre aussi un front décisif : celui de *l'école, des loisirs et de la culture*. L'éducation physique obligatoire, les auberges de jeunesse, les colonies de vacances, les projets de réforme scolaire, la défense du théâtre, du cinéma, des musées : autant de manières de dire que la République ne se réduit pas à une administration, mais qu'elle a *le devoir d'offrir à chacun des instruments d'émancipation*. L'article sur les congés payés montre bien comment l'action de Lagrange et

du SNI, avec des figures comme Georges Lapierre, a structuré le temps libre de la jeunesse.

3. Jean Zay : l'école et la culture comme enjeu politique

La période du Front populaire est aussi celle de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, qui donne une traduction éducative et culturelle aux ambitions de 1936. Il prolonge *la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans (loi du 9 août 1939)* et élabore un projet de réforme de l'enseignement, déposé en 1937, visant à unifier les premiers cycles et à faire de la sixième une classe d'orientation.

Pascal Ory et Antoine Prost ont montré que, même privée de grande loi scolaire globale, l'œuvre de Jean Zay fournit la matrice des réformes qui s'épanouiront après 1945. Léo Lagrange et Jean Zay rendent l'éducation physique obligatoire, développent les activités sportives et soutiennent un théâtre et un cinéma populaires, tandis que l'idée d'un festival international de Cannes se dessine comme une riposte démocratique aux festivals contrôlés par les régimes fascistes.

Dans cette perspective, l'école et la culture ne sont pas de simples « secteurs » de politique publique : *elles deviennent des lieux où se joue la capacité de la République à faire vivre son idéal d'égalité et de liberté.*

4. Forces réactionnaires et mise en procès de la République sociale

Il faut avoir le courage de le rappeler : le Front populaire n'est pas tombé « tout seul », épuisé par ses propres contradictions. **Il a été méthodiquement attaqué:**

- Par un patronat qui refusait de voir ses marges et son pouvoir rognés.

- Par une partie des classes moyennes terrorisées à l'idée de perdre leurs privilèges.

- Par une presse conservatrice et d'extrême droite qui, bien avant les réseaux sociaux, s'est livrée à un pilonnage continu, parfois ouvertement antisémite, contre Blum et contre l'idée même d'une République sociale.

- S'y ajoutent les contraintes internationales - guerre d'Espagne, montée des fascismes, réarmement allemand - qui mettent le régime sous pression et alimentent le discours du renoncement : il faudrait « faire une pause », « revenir à la raison », *comme si la justice sociale était une fantaisie dangereuse à éteindre dès que la conjoncture se durcit.*

Au fond, ce qui se joue à la fin des années 1930, c'est déjà une mise en procès de la République quand elle devient autre chose qu'un vernis : quand elle touche réellement à la propriété, au temps de travail, aux hiérarchies scolaires et culturelles.

5. 2027 : une gauche qui accepte la division

La leçon serait claire si on acceptait de la regarder en face : sans unité minimale, les réformes structurantes sont impossibles, et la République devient vulnérable. Pourtant, 90 ans après 1936, une partie des forces de gauche semble avoir renoncé à ce simple bon sens politique.

Dans un contexte où les discours de remise en cause de l'État de droit, de stigmatisation des minorités et de restriction des libertés progressent, la gauche dite « de gouvernement », la gauche radicale et les écologistes se donnent le luxe de multiplier les fronts... mais contre eux-mêmes. Batailles d'ego, querelles de sigles, surenchères verbales : chacun revendique la pureté de sa ligne, en oubliant que *la fragmentation est le meilleur allié de ceux qui contestent l'héritage démocratique du XXe siècle.*

Alors que se prépare l'échéance présidentielle de 2027, l'idée même d'un front uni reste souvent rejetée comme une compromission insupportable. On préfère perdre « dignement » plutôt que construire une stratégie commune pour empêcher que la République ne soit durablement abîmée. On se déchire sur les nuances de programmes, tout en feignant d'ignorer que *l'enjeu principal est désormais celui de la survie des libertés publiques et des droits sociaux.*

6. Front populaire : une mémoire qui oblige

Célébrer le Front populaire en se limitant à l'inventaire des « acquis » relève de l'exercice confortable. On peut dresser la

liste : congés payés, 40 heures, conventions collectives, avancées éducatives et culturelles, CNRS en gestation, projet de festival de Cannes, etc. Tout cela permet de se rassurer sur la continuité républicaine.

Mais l'histoire ne nous demande pas de nous rassurer ; elle nous demande de nous situer. Si 1936 a pu exister, c'est parce qu'une gauche profondément divisée a accepté de se rassembler face à un danger qu'elle percevait clairement. Si 2027 ouvre la possibilité d'une République en péril, ce sera aussi parce que cette même gauche aura refusé de se hisser à la hauteur de cette exigence.

Le « front » n'est pas un slogan nostalgique ; c'est une méthode. Refuser l'unité, aujourd'hui, c'est faire le choix délibéré de laisser l'initiative à ceux qui rêvent d'une République rabougrie, réduite à l'ordre et à l'identité, vidée de sa promesse sociale et émancipatrice. En ce sens, la mémoire du Front populaire n'est pas confortable : elle oblige les forces de gauche à répondre honnêtement à une interrogation simple : *préfèrent-elles rester chacune propriétaire de sa vérité, ou sont-elles prêtes à construire, une nouvelle fois, un front commun pour empêcher que la République ne se défasse sous leurs yeux ?*

Références et pistes bibliographiques

Pascal Ory, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Seuil, 1979.

Antoine Prost, Du changement dans l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours, Paris, Seuil, 2013.

Julian Jackson, The Popular Front in France, Cambridge University Press.

Dossier « Le Front populaire et l'école », Fondation Jean-Jaurès.

Ressources sur Jean Zay : Ministère de la Culture, Musée de la Résistance en ligne, articles « Ce que l'école d'aujourd'hui doit à Jean Zay » (The Conversation), études sur la politique scolaire du Front populaire.

CRHA, « Il y a 90 ans : l'expérience des congés payés pour l'ensemble du pays », 6 juillet 2026.

T.R. et P.Pty. , juillet 2026

Annexe - Des détracteurs du Front populaire aux soutiens de Vichy

A. Les adversaires « classiques » du Front populaire

Dès 1936, le Front populaire affronte des oppositions multiples:

- Les milieux patronaux contestent les 40 heures, les augmentations de salaires et les conventions collectives, dénonçant un « désordre » social et une mise en péril de la

- Une partie des élus conservateurs et de la droite parlementaire refuse l'idée même d'un État social fort,

craignant la remise en cause de l'autorité patronale et des hiérarchies sociales.

-La presse de droite et d'extrême droite mène des campagnes virulentes contre Blum, combinant anticomunisme, antisyndicalisme et antisémitisme.

Ces adversaires ne deviennent pas tous des collaborateurs, mais ils fournissent une partie du terreau idéologique qui permettra de présenter Vichy comme une « revanche » sur le Front populaire, notamment dans le champ économique.

B. De la critique du Front populaire à la collaboration

L'historiographie récente a mis en lumière un phénomène longtemps minimisé : certains acteurs issus de la gauche, et parfois même liés au Front populaire, basculent dans la collaboration après 1940.

Rémi Handourtzet et Cyril Buffet ont montré qu'une minorité de socialistes, communistes ou radicaux s'engage dans la collaboration franco-allemande, au nom d'un pacifisme radical, d'un anticomunisme exacerbé ou d'une haine de la IIIe République.

Des figures comme le socialiste Charles Spinasse ou le radical Gaston Bergery rallient le maréchal Pétain dès 1940 et soutiennent la politique de collaboration.

Des ex-militants de gauche deviennent même des acteurs de premier plan de l'extrême droite collaborationniste :

Jacques Doriot, ancien dirigeant communiste, fonde le PPF ; Marcel Déat, néo-socialiste, dirige le RNP ; Jean Luchaire, journaliste issu des milieux pacifistes, devient un porte-voix actif de la propagande pro-allemande.

Dans plusieurs départements, on retrouve ce type de trajectoires : des militants sincèrement engagés pour le Front populaire deviennent quelques années plus tard des artisans zélés de la Révolution nationale.

C. Vichy comme « revanche » sur le Front populaire

Sur le plan économique et social, le régime de Vichy tente explicitement de détricoter une partie des acquis de 1936.

La « Révolution nationale » exalte le travail, la famille et la patrie, en rejetant le « laxisme » attribué au Front populaire.

Certaines mesures sociales sont revues dans un esprit autoritaire et corporatiste ; des historiens ont parlé d'une « revanche » sur le Front populaire, notamment dans les politiques professionnelles et artisanales.

La propagande de Vichy attribue la défaite de 1940 à la III^e République et particulièrement au Front populaire, accusé d'avoir « désarmé » le pays, alors que les recherches récentes montrent au contraire que le gouvernement Blum a lancé un effort de réarmement significatif.

Il est important de rappeler que le Front populaire, en tant que coalition, n'existe plus politiquement en 1940 : le gouvernement Blum est tombé en 1937, et la configuration parlementaire de 1936 s'est fragmentée. Il est donc abusif de dire que « le Front populaire a voté les pleins pouvoirs », même si une fraction non négligeable des élus de gauche - radicaux et socialistes notamment - vote effectivement les pouvoirs constituant à Pétain le 10 juillet 1940.

D. Une mémoire à nuancer sans l'innocenter

Cette annexe appelle deux nuances essentielles :

Vichy est d'abord le produit d'un basculement massif des droites - conservatrices et nationalistes - vers un régime autoritaire, mais il s'appuie aussi sur une minorité de transfuges issus de la gauche et parfois du Front populaire.

L'idée d'un « Front populaire coupable de la défaite » ne résiste pas aux travaux des historiens : fragilités militaires anciennes, choix diplomatiques, crise de régime expliquent davantage l'effondrement de 1940 que les lois sociales de 1936.

Ce chapitre sombre - celui des détracteurs du Front populaire devenus soutiens de Vichy - rappelle combien une démocratie peut s'effondrer à partir de fractures internes, de renoncements et de glissements individuels, même au sein de forces qui se disaient autrefois républicaines ou progressistes. Il invite à regarder avec lucidité les

trajectoires politiques contemporaines, et à ne pas oublier que l'histoire de la gauche, comme celle de la République, comporte aussi ses ruptures et ses trahisons.
